

Melun, 10 juillet 2024

Mardi 2 juillet s'est tenue la réunion d'informations suite à la parution du mouvement local au 1^{er} septembre 2024. Cette réunion a été l'occasion pour la Direction de nous présenter le mouvement et pour les organisations syndicales présentes de défendre les dossiers d'agentes et agents n'ayant pas obtenu satisfaction. Cette réunion était présidée par la Directrice du pôle Pilotage et Ressources.

En préambule, Solidaires Finances Publiques 77 a indiqué à la Direction que la situation présentée ce 2 juillet 2024 était encore pire que celle qui nous avait été présentée le 6 juillet 2023. Et que nous pouvions reprendre presque mots pour mots ce que nous avons dit l'année dernière sur la situation des services totalement asphyxiés par le manque de moyen et la pression incessante des objectifs.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, la DDFIP 77 doit prendre conscience de la situation et des conséquences que cela peut avoir sur le quotidien des agents et des usagers. Il appartient à la Direction de veiller à ce que les agents puissent disposer de l'ensemble des moyens suffisants pour assurer un service public de qualité sans mettre leur santé en danger.

Il y a urgence à prendre la mesure de l'insuffisance d'emplois dans les services et d'arrêter cette politique de suppression des emplois et de pression sur les objectifs.

L'exercice d'équilibrisme continue !

La situation des effectifs est encore plus dégradée que l'année dernière. En effet cette année, la DDFIP 77 compte 51 postes vacants (soit 4,8 % des effectifs) contre 31 l'année dernière. Tout comme l'an passé, la Direction avance qu'elle essaye, avec l'enveloppe de moyens dont elle dispose, d'équilibrer la situation de chacun tout en prenant en compte les souhaits des agents. Elle a un regard global sur la force de travail toutes catégories confondues (A, B, C) et elle reconnaît qu'elle n'est pas en capacité de pourvoir l'ensemble des postes.

Lors de cette réunion, nous avons également appris que la DDFIP 77 a été autorisée à recruter 8 ou 9 contractuels de catégorie C. Solidaires Finances Publiques 77 rappelle son opposition au recrutement de contractuels ; ce sont des emplois précaires. Nous souhaitons le recrutement d'agents titulaires à hauteur des emplois vacants.

Pour information, contrairement à l'année dernière aucune affectation d'office n'a été prononcée cette année.

Situation des effectifs	
Catégorie A	- 8
Catégorie B	- 20
Catégorie C	- 23

Gel des emplois : anticiper pour mieux supprimer

Postes	Inspecteurs	Contrôleurs	Agents Administratifs
SPFE Meaux Antenne Coulommiers		2	
SPFE Meaux		2	
SPFE Melun		1	3
SIE Melun			1
SIE Meaux Antenne Coulommiers			1
SIE Meaux		3	3
SIE Montereau		3	
SIE Roissy-en-Brie			1
SGC Fontainebleau	1		
SGC de Provins	1		

22 emplois sont gelés lors du mouvement local au 01/09/24. Ils sont situés majoritairement dans les SPFE ainsi que les SIE. Tout comme l'année dernière la Direction nous indique avoir procédé à des gels de postes en prévision de la relocalisation des emplois avec la création de l'antenne de Verdun et le Centre de Contact des professionnels de Carpentras pour les SIE, ainsi que les SAPF de Mende et Guéret. Cependant la Direction ne nous a pas donné le volume de postes qui seront supprimés au 1^{er} janvier dans ces structures.

Pour rappel, au SPF de Melun, 15 emplois sont transférés sur la période 2022-2027 et 21 au SPF de Meaux et son antenne de Coulommiers sur la même période.

En gelant les postes, la Direction souhaite minimiser l'impact sur les agents susceptibles d'être touchés par ces relocalisations. Pour Solidaires Finances Publiques 77, le gel de poste restreint les possibilités d'affectation des agents et fragilise les services dès le 1^{er} septembre 2024.

Rien ne va plus pour les SIE

Les suppressions d'emplois et les gels de postes dans les SIE rendent la situation plus que périlleuse dans ces services. En effet après les 16 emplois supprimés au 1^{er} janvier 2024, ce sont 12 emplois qui sont de nouveau gelés dans ces structures. Cette situation génère mécontentement et inquiétude pour les collègues exerçant en SIE. La Direction s'est voulue rassurante en nous indiquant que la création de l'antenne de Verdun et du Centre de Contact des professionnels de Carpentras allaient alléger les missions du SIE et par conséquent, les gels d'emplois ne devraient pas se faire sentir dans les services. Solidaires Finances Publiques 77 a mis en alerte la Direction quant au fait que les centres de contact risqueraient de générer un surcroît de charges de travail avec la prise d'e-contact par exemple. La Direction a tout de même reconnu que ces services nouvellement créés ne seraient pas opérationnels immédiatement et qu'il leur faudrait un peu de temps pour monter en compétences. Solidaires Finances Publiques 77 restera vigilant sur la situation des SIE et sur la charge de travail des agents.

SIP de Lagny : la situation se dégrade

Solidaires Finances Publiques 77 a fait part de son inquiétude pour le SIP de Lagny sur Marne qui se retrouve avec 8 emplois vacants à l'issue du mouvement (1 B et 7 C) et qui voit arriver 5 stagiaires C en août 2024. Ces 8 emplois vacants représentent tout de même 16 % de l'effectif du service. Si l'on peut se réjouir de l'arrivée de stagiaires, ces derniers devront être formés avant de pouvoir être opérationnels. La Direction nous a indiqué qu'elle allait mettre en place des formations particulières pour ces agents afin que leur formation ne soit pas supportée uniquement par leurs collègues sur place.

Accueils de proximité, quel avenir ?

Solidaires Finances Publiques 77 a tenu à évoquer la situation des accueils de proximité de Chelles et de Fontainebleau. En effet à Fontainebleau au 1^{er} septembre 2024 il ne restera plus qu'un seul agent du SIP de Montereau en travail à distance. Quant à Chelles sur les 5 agents présents aujourd'hui il n'en restera plus que 3 au 1^{er} septembre. La Direction nous a indiqué que ces accueils de proximité allaient perdurer mais que la mission d'accueil ne serait pas forcément assurée par des agents du SIP. Elle cite pour exemple le fonctionnement de l'accueil de Fontainebleau, où en l'absence des agents du SIP, celui-ci est assuré par les collègues du SGC de Fontainebleau. Elle entend ainsi mettre en place dans nos Centres des Finances Publiques ce qu'elle appelle l'accueil rénové. Pour Solidaires Finances Publiques 77 cette solution n'en est pas une, cette mutualisation de l'accueil est un moyen de pallier le manque de moyens humains au détriment de la qualité du service public. Depuis l'annonce du NRP nous n'avons eu de cesse de demander à la Direction de mettre en place des tableaux des emplois sur ces accueils de proximité afin que les agents puissent les demander au mouvement local et éviter d'en arriver à de telles situations. Ce n'est pas à d'autres services, déjà fragilisés par des vacances et suppressions d'emplois, d'assurer la mission d'accueil pour les SIP. Lorsqu'un usager se déplace dans un centre des Finances Publiques, c'est pour obtenir des réponses à ses questions et non pour obtenir un rendez-vous qui le mobilisera une seconde fois.

Nous voyons très clairement que le manque d'emplois auquel les agentes et agents sont confrontés conduit la Direction à jouer les équilibristes.

Ce manque d'emplois a pour conséquence les maux soulevés dans l'observatoire interne : augmentation du stress des agents, le manque de visibilité, évolution de la DGFIP dans le mauvais sens, etc.

L'urgence est à l'arrêt des suppressions d'emplois, l'arrêt des restructurations. Les agentes et agents ont besoin qu'on leur redonne du sens au travail.

Pour le bien-être des agentes et agents, pour la qualité du service public, Solidaires Finances Publiques 77 a demandé à la Direction d'être attentive à la situation de l'ensemble des services et de ne mettre aucune pression sur la réalisation des objectifs.

Sans connaître notre avenir et les futures orientations que le nouveau gouvernement prendra pour notre administration, Solidaires Finances Publiques 77 ne cessera de défendre le droit des agentes et agents, leurs conditions de travail et le service public.